



ENERGIE : ANALYSE DES ENJEUX PRESENTS ET À VENIR

Il n'a échappé à personne, que depuis un peu plus d'un an et demi, le prix de l'énergie n'en fini pas de grimper. Aucun secteur n'est épargné et c'est du coup, un budget « charges contraintes » pour les consommateurs domestiques, qui explose. C'est le gaz qui remporte la palme avec une augmentation de 21 % en un an. L'essence à la pompe affole les compteurs avec un Gazole à 1,50 € le litre en moyenne à Paris et 1,40 € en province. Pour expliquer ce phénomène, le gouvernement continue à montrer du doigt les tensions internationales et estime qu'il n'est en rien responsable de cette situation. Malgré tout, il ne peut nier qu'il a une forte influence sur la fixation des prix. Pour preuve, l'annonce par le Premier Ministre d'un gel des prix du gaz jusqu'à l'élection présidentielle de 2012.

Déjà, en octobre dernier, il avait reporté l'augmentation de 5,2 % du 1^{er} janvier au 1^{er} avril pour cause d'élections cantonales. Pour INDECOSA-CGT, le principe d'une énergie chère est devenu une enjeu économique et politique majeur qui risque de bouleverser notre vie quotidienne et pourrait engendrer à plus ou moins long terme une augmentation de la précarité.

L'approvisionnement et les ressources disponibles :

La France importe l'essentiel de son énergie fossile, elle est donc dépendante des pays producteurs qui l'approvisionnent. Son approvisionnement en gaz est surtout axé sur des contrats dits à long terme (25 ans) avec la Norvège, l'Algérie voire la Russie. L'avantage d'un tel procédé, est que cela permet de maintenir des prix d'achat à l'équilibre. Les prix de marché sont plus volatiles et comme pour le pétrole cela relève du « casino permanent ». Les consommateurs domestiques qui ont choisi de basculer dans le dérégulé, peuvent aussi bien avoir une baisse de prix significative une année et une hausse considérable l'année d'après. De plus, les prix internationaux du gaz suivent celui du pétrole ce qui souvent ne reflète pas la réalité puisque les quantités disponibles sont supérieures. En 2010 GDF-SUEZ a dû acheminer une grande quantité de gaz par Methanier en Chine pour écouler une partie de ses stocks. Que ce soit pour le gaz ou le pétrole, **la molécule est achetée par les commerciaux au moment où elle est la plus avantageuse pour l'entreprise.**

Pour INDECOSA-CGT, les grands groupes doivent jouer la transparence sur les stocks disponibles et la réalité du prix d'achat au fournisseur. L'application d'une taxe symbolique de 115 millions d'euros aux compagnies pétrolières et à la grande distribution est le meilleur moyen d'éviter tout débat autour des marges. On montre ainsi sa soit-disante bonne volonté sans se découvrir.

Pour l'électricité, la couverture du territoire pose un réel problème. En effet, des départements comme le Var et les Alpes-Maritimes se trouvent au bout d'une seule ligne à haute tension pour lesquels la production d'électricité ne représente que 10 % de ce qui est consommé. Pour la Bretagne, le problème est sensiblement le même.

Plutôt que permettre une couverture optimale de ces régions, on met en place une communication par SMS pour que les usagers modèrent leur consommation. La seconde phase du processus est de contraindre les ménages par une tarification progressive. En cas de pic de consommation le prix du Kwh sera plus élevé.

La fixation du prix :

Le gouvernement a beau jeu de dire qu'il est un acteur mineur dans les augmentations de prix de l'énergie. Il joue un rôle actif dans l'ouverture des marchés à la concurrence avec comme conséquence immédiate un rattrapage sur les tarifs de marché européen. De plus, il encourage à travers la loi NOME l'augmentation du prix de l'énergie électrique d'origine nucléaire.

Pour l'essence, il récupère à travers les taxes une grande partie de la manne financière. Avec Plus de 80 % de taxes, l'essence est la vache à lait de l'État. **Malgré tout, nous devons faire une différence entre la TIPP qui alimente les régions et la TVA qui est un impôt de quotité qui ne tient pas compte des revenus de ménages.** La déduction fiscale annoncée pour les personnes qui sont aux frais réels assujettis à l'impôt sur le revenu est une goutte d'eau dans l'océan qui ne résoudra rien sur le fond, puisque une grande partie des ménages ne payent pas d'impôts faute de revenus suffisants. Malgré tout, cela va permettre au gouvernement de lancer un « signal » à une partie des 600 000 commerçants et artisans et 500 000 professions libérales dans la perspective des présidentielles de 2012. C'est avant tout une mesure médiatique et corporatiste !

De son côté, INDECOSA-CGT réclame le gel des prix des carburants (mesure appliquée au moment de la guerre du Golfe en 1990), le rétablissement de la TIPP flottante et de la prime à la cuve pour les ménages les plus modestes.

Pour l'électricité et le gaz, nous voyons apparaître des impositions supplémentaires sans savoir réellement à quoi elles correspondent. Actuellement, nous payons déjà individuellement sur chaque facture, l'entretien des infrastructures à travers le Turpe (tarif d'acheminement), l'aide à la précarité énergétique, les énergies renouvelables dans le cadre de la contribution au service public de l'énergie. Bientôt, nous paierons les compteurs communicants dans le cadre du tarif d'acheminement. **En prélevant systématiquement à la source, le gouvernement évite ainsi tout débat impopulaire et surtout s'affranchie de ses responsabilités en terme d'investissement. Aujourd'hui, l'état demeure l'actionnaire principal d'EDF et les ponctions qu'il exerce sur les dividendes sont considérables. Il prive ainsi l'entreprise d'une partie de ses moyens pour entretenir les infrastructures comme les barrages, les centrales thermiques et nucléaires.**

Pour inciter les consommateurs à faire des économies, les entreprises en lien avec les pouvoirs publics vont mettre en place progressivement des tarifs dits incitatifs. Les compteurs communicants vont servir à moduler les tarifs à distance avec des majorations durant des pics de consommation. Le gros problèmes, c'est que les premiers touchés vont être les petits revenus qui ne peuvent se chauffer qu'avec des radiateurs électriques et qui ne disposent pas d'énergies alternatives. Le cercle dit vertueux des économies d'énergie peut, si rien n'est fait, renforcer la précarité énergétique.

Pour INDECOSA-CGT, la question que l'on doit se poser avant tout, c'est si l'énergie est une marchandise comme une autre ou si elle doit échapper aux intérêts privés de toutes natures ?

La catastrophe de Fukushima, la volatilité des cours mondiaux, l'épuisement de certaines ressources, la spéculation boursière, les conflits armés, la satisfaction des besoins essentiels à la vie courante, démontrent qu'il n'y a pas d'autres alternatives que la maîtrise publique de l'énergie.

Cela doit se traduire par la création d'un grand pôle public qui comprendrait l'ensemble des énergies qu'elles soient d'origines fossiles, renouvelables ou nucléaires.

Montreuil, le 14 avril 2011

Arnaud Faucon
INDECOSA-CGT